



## **Déclaration liminaire de la FCPE CDEN du 4 février 2014**

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président, Madame la Directrice Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

L'école vient d'être l'objet d'une attaque frontale de la part des milieux les plus conservateurs, réactionnaires de la société. Le prétexte de cette attaque est le soi-disant enseignement de la "théorie du genre" à l'école.

La FCPE 95 tient à rassurer les parents et à rappeler en quoi consistent les ateliers "ABCD de l'égalité" lancés par le ministère de l'Education Nationale et le ministère des Droits des Femmes. Les ABCD de l'égalité visent à éduquer à l'égalité garçon-fille et, à travers elle, à lutter contre les discriminations. Comme vous le savez, nous avons reçu des insultes, des menaces. Mais la FCPE 95 ne baissera jamais les bras face à toutes les inégalités et toutes les informations qui n'iraient pas dans le sens d'une école pour tous ! A travers ces attaques c'est le principe même de la laïcité qui est visé. Personne ne peut remettre en cause le contenu de l'enseignement au nom de ses convictions religieuses. Et nous nous félicitons qu'aujourd'hui, l'Institution, les élus de la république aient pris la mesure de la gravité de cette attaque qu'à un moment, certains avaient tendance à minimiser. Nous pensons pour notre part qu'il ne s'agissait pas seulement d'une attaque contre l'école publique, mais bien contre un des fondements de la République.

Il faut alors réagir à la hauteur de l'agression.

L'enseignement de l'égalité entre les femmes et les hommes est prévu par la loi depuis 1989 et les ABCD de l'égalité s'inscrivent dans le cadre des enseignements existants : en éducation physique et sportive, dans les cours d'éducation artistique, d'histoire, et dans toutes les activités pédagogiques qui souhaiteraient s'y inscrire.

En aucun cas, l'objectif de ces ateliers serait d'apprendre l'homosexualité aux enfants dès la maternelle, ni de proposer des «travaux pratiques sexuels» en classe, comme le colportent des rumeurs et l'instrumentalisation politique que nous venons de connaître. Comment pouvons-nous imaginer des cours sexuels donnés par des enseignants à des enfants entre 3 et 8 ans ?

Chacun ici le sait parfaitement, il n'existe pas de «théorie du genre», mais il existe de nombreux travaux dits « sur le genre » reposant sur l'idée que les stéréotypes sexuels (par exemple : un garçon ne peut pas jouer à la poupée, les filles ne sont pas faites pour être ingénieur ou plombier etc. .) sont socialement construits, et que la différenciation sexuelle des places occupées dans la société par les hommes et les femmes n'est pas prescrite par la nature.

La FCPE 95 considère qu'un projet pédagogique comme celui des ABCD développe l'esprit critique des enfants et peut permettre de lutter contre tous les stéréotypes : racistes, d'âge, de classe, etc.

Nous sommes aujourd'hui face à de réels enjeux de société. L'égalité filles-garçons en est un symbole. Dans une période de crise aussi importante que celle que nous traversons le risque est grand, l'histoire nous l'a enseigné, d'une régression brutale contre laquelle il nous faut agir, être offensifs. En ce sens, nous ne pouvons que regretter que l'Académie de Versailles n'ait pas été positionnée comme d'autres académies dans l'expérimentation du programme ABCD. Nous aurions également souhaité que ce sujet soit développé

dans le cadre de la formation aux enseignants et ce tant pour les nouveaux enseignants que pour les plus expérimentés car, malheureusement, les stéréotypes sont aujourd'hui portés par tous.

Nous voyons bien combien sont grands nos besoins en la matière.

Pour l'heure, nous demandons que les mesures soient prises afin de donner une information la plus objective possible, ciblée et concordante entre tous les partenaires de l'école : Education Nationale, collectivités territoriales, Fédérations de parents d'élèves, syndicats enseignants, associations complémentaires, DDEN et tous les défenseurs de l'école publique sur la réalité de la théorie du genre comme nous l'avons indiqué précédemment.

Nous demandons que les Directeurs d'école soient dûment mandatés et accompagnés pour mener à bien ce dialogue avec les familles, que des réunions d'information se tiennent dans les endroits les plus impactés par la manipulation et qu'une information globale se tienne dans toutes les écoles car, aujourd'hui, ce sont toutes les écoles, tous les parents, tous les enseignants qui sont concernés.

Nous souhaitons que le Gouvernement, que l'Education Nationale et ses partenaires, dont nous sommes, prennent la mesure des actions à mener en faveur de l'égalité filles-garçons et de la lutte contre tous les stéréotypes. Ce n'est pas seulement à l'écume des choses qu'il faut s'attaquer, mais bien aux racines des maux qui minent notre société : les inégalités sociales, le sexisme, les discriminations de toute nature.

Le travail sur ces terrains ne se fera pas en quelques jours. Il sera long et doit être profond. C'est pourquoi nous demandons à la Direction Départementale comme l'a prescrit le Ministre de l'Education Nationale de tout mettre en œuvre pour informer les familles du contenu réel des ABCD de l'égalité et pour soutenir le travail pédagogique des enseignants au service de la réussite de leurs élèves. D'inviter les familles qui n'auraient pas mis leurs enfants, le 27 Janvier et d'autres jours encore à l'école, non pour les culpabiliser, mais pour dialoguer, les informer sur le contenu réel des programmes et, au passage, leur dire qu'elles ont été manipulées.

Nous demandons plus concrètement :

1. Que des outils de vigilance soient mis en place dans chaque commune car ces attaques ne resteront pas sans lendemain. D'autres viendront, c'est à craindre.
2. Que des aides et des formations pédagogiques soient apportées aux enseignants pour mieux les armer face à ces enjeux.
3. Que l'on continue à communiquer et à expliquer aux parents ce qu'il en est des vrais contenus des projets éducatifs et ce, tant sur le programme ABCD que sur ce qui est inscrit dans la loi au sujet de l'éducation sexuelle à l'école. Celle-ci prévoit par exemple que les programmes soient présentés, expliqués en Conseil d'école et, malheureusement, c'est rarement le cas et encore plus rarement en profondeur.
4. Profiter de cette crise pour inviter les parents à prendre toute leur place dans l'école et les considérer comme de vrais partenaires. Et faire aux Fédérations de parents la place qu'elles méritent car vous le voyez c'est auprès des parents non fédérés que les manipulations prennent le plus facilement.

Ce sont là des éléments qui permettront aux parents de redonner aux enseignants toute la confiance qu'ils méritent.